

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

Piscine les Bains – Dieppe

Entre :

La **VILLE DE DIEPPE**, dont le siège est parc Jehan Ango – 76200 DIEPPE,

« le cocontractant »

Représentée par Monsieur Nicolas LANGLOIS, agissant en qualité de Maire,

d'une part,

Et :

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX.

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de la piscine des bains propriété du « cocontractant ». Le « cocontractant » consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition au Sdis 76 de ses locaux aménagés et adaptés à la réalisation d'entraînements afin d'assurer le déroulement de ses formations.

Article 2 – Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition

Le « cocontractant » agissant dans le cadre de sa propriété met à la disposition des personnels du Sdis 76 des lignes d'eau et des locaux aménagés et adaptés à la réalisation de ses formations ou entraînements.

Le Sdis 76 pourra effectuer des exercices de type épuisement, risque technologique en ayant accès aux locaux techniques de la piscine. Ce type d'exercice doit être soumis à autorisation du cocontractant.

Il convient impérativement de respecter le règlement interne à l'établissement

Les locaux mis à disposition, sont situés à la piscine des bains située 101 boulevard de Verdun à Dieppe.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux est interdite.

Article 3 – Définition des utilisateurs et accès

L'accès au bassin sportif se fera durant les heures d'ouverture de l'établissement et est réservé aux agents du Sdis 76. Ces derniers seront autorisés à accéder sur leur temps hors garde sur présentation d'un justificatif d'appartenance au Sdis 76. Seuls les personnels du Sdis 76 seront autorisés et non les accompagnants.

Les sapeurs-pompiers pourront réaliser des entraînements aquatiques et subaquatiques lors des heures de surveillance après contact et autorisation en amont du responsable du jour. Lors de ces sessions, les agents du Sdis 76 seront autonomes et assureront leur propre sécurité.

L'accès aux locaux mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

Le « cocontractant » se réserve le droit d'annuler, pour des arrêts techniques nécessitant la fermeture de l'établissement ainsi que pour des cas d'urgence, des utilisations programmées dans son intérêt.

Article 4 - Obligations et Engagements des parties

Le Sdis 76 est responsable du bon déroulement de l'utilisation du bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité, du règlement intérieur.

Les locaux et biens existants ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations imputables, le Sdis 76 supportera le coût de la remise en état des biens et locaux mis à sa disposition.

Article 5 – Dispositions administratives

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le Sdis 76 s'engage annuellement à assurer la formation de maintien et de perfectionnement des acquis de secours à personnes des personnels de la ville de Dieppe affectés dans les piscines municipales

Article 6 – Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature pour une durée d'un an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction tacite tous les ans, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

La présente convention pourra être résiliée, par l'une ou l'autre des parties, à la fin de chaque période annuelle sous réserve d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Enfin, en cas de force majeure, obligeant les piscines à fermer leurs portes, la ville de Dieppe s'engage à prévenir immédiatement le Sdis 76.

Article 7 - Assurance et Responsabilité

Le Sdis 76 s'engage à fournir au cocontractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le Sdis 76 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du cocontractant en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

En cas d'accident, la responsabilité « du cocontractant » ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance des seules et uniques installations dont il / elle est propriétaire. Il en est de même pour le matériel.

Article 8 – Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Article 9 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, le

Le Maire de la ville de Dieppe,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur Nicolas LANGLOIS